



AIG EUROPE FRANCE

MERCREDI 3 DECEMBRE 2014

JOURNEE DE GREVE

CONTRE LE PLAN DE LICENCIEMENT D'AIG

Le rapport d'expertise du cabinet Technologia mandaté par le CHSCT est plus qu'éloquent. Basé sur des entretiens de salariés de toutes catégories professionnelles, il révèle que « les salariés sont attachés à l'entreprise ».

Dans le cadre de la crise financière de 2008 et de la quasi faillite du groupe AIG les salariés ont maintenu un service de qualité !

C'est pourquoi lors de l'annonce du plan de licenciement le 3 septembre 2014, les salariés « ont eu le sentiment d'être trahis » par la direction !

Le rapport révèle également qu'il n'y a pas de visibilité sur la charge de travail ainsi que sur les conditions de travail des postes qui resteront.

Depuis le début de la procédure de consultation avec les instances représentatives du personnel, la direction affirme avec conviction que ce projet et ses conséquences ont bien été étudiés en amont, ce projet est totalement applicable ! Or l'annonce du 20 novembre 2014, du maintien de 24 postes en auto et RC express en France, démontre le contraire.

Dans l'intérêt de l'ensemble des salariés de la succursale française la direction doit abandonner ce projet de suppression de 104 postes !

Ces licenciements sont inacceptables, de plus dans un contexte où l'INSEE annonce 5,4 millions de chômeurs en France et une augmentation du chômage de longue durée de 56 % entre 2008 et 2013.

Lors de l'assemblée du personnel du 28 novembre 2014, les salariés ont fait savoir qu'ils n'acceptaient pas cette situation. De plus, ils se sentent doublement trahis car aujourd'hui les indemnités extra légales proposés par la direction ne sont ni à la hauteur de ce que peut donner un groupe comme AIG, ni à la hauteur du préjudice subi par les salariés.

Comme décidé lors de cette réunion, la section FORCE OUVRIERE appelle à une journée de grève, l'ensemble du personnel d'AIG, le mercredi 3 décembre 2014 avec un rassemblement à partir de 10h00 en bas de la tour CB21.

FORCE OUVRIERE revendique le retrait du plan de licenciement et des garanties pour le maintien de tous les postes et des activités de la succursale française !

FORCE OUVRIERE veut faire savoir à la direction l'inquiétude et le mécontentement des salariés quant aux mesures du plan.